les

SAS

Bulletin historique des Anciens des Affaires Algériennes et Sahariennes

N° 27 - Avril 2007

7 rue Pierre Girard 75019 PARIS
Tél & fax : 01 42 45 44 16 - e-mail : aff.alg@wanadoo.fr
ASSOCIATION DES ANCIENS DES AFFAIRES ALGÉRIENNES ET SAHARIENNES

Conseil de l'Association au 30 janvier 2000

Vice-Présidents d'Honneur :
Pierre CHARIÉ-MARSAINE
André WORMSER
Président :
Daniel ABOLIVIER
Vice-Président :
Henry BURTHEY
Trésorier :
Jessé BAYLE
Membres :
Stanislas GALL
Gilles DURTELLE de SAINT SAUVEUR
Jacques LÉVÈQUE
Jacques NARDIN
Général Jean-Pierre VIEILLARD
Membre d'Honneur :
Jean-José ARCHIMBAUD

Les statuts de l'Association sont disponibles à notre siège sur simple demande.

Sommaire N°27
Avril 2007

- Le Mot du Président..... p.3
- Souvenirs d'Algérie par Cdt E. de Montalembert .. p.4/5/6
- Captif des rebelles par D. Florini
  Au delà des reniements par L. Iwanesko..... p.7
- Épisode de la vie d'un chef de SAS par Lt R. Granger p.8/9
- Extrait de la revue de l'Association Mal Lyautey..... p.10
- Stagiaire à la S/Préfecture de Souk-Ahras par Lt-Colonel J. Harmel..... p.11
- Article du "Der Spiegel"..... p.12
- SAS et Scoutisme..... p.13
- Témoignages p.14/15
- Lettre d'un fils et d'un petit-fils de Harkis..... p.16/17
- Çà s'est passé comme çà p.18
- Bibliographie - Les Brèves..... p.19

En hommage à l'Armée d'Afrique

Au pied des monts bleutés, en un site historique,
Il est une colline où flottent nos couleurs.
Endormis à jamais, abattus loin des leurs,
C'est là que sont tombés ceux de l'Armée d'Afrique.

Alignés sous la Croix ou la stèle hébraïque
Arborant le Croissant du soldat Musulman,
De modestes tombeaux témoignent de ce sang
Que versèrent pour eux ceux de l'Armée d'Afrique,
Et sur ce tertre obscur, morne et mélancolique.

Ils ne sont pas tous là : les autres par milliers,
Ont jalonné de gloire, en usant leurs souliers,
La route de l'Honneur chère à l'Armée d'Afrique.

Quand ils ont débarqué, courageux, magnifiques,
Venus de Kabylie, d'Alger, venus d'Oran,
De Tunis, de Rabat, de Dakar, d'Abidjan,
Ils étaient de chez nous, ceux de l'Armée d'Afrique.

Ils s'appelaient Grasset, Grupo, Ali ou Bou-Haïk
Rattazi, Fernandez, Ginart ou bien Darfour,
Ayant pour idéal de planter sur Strasbourg
Leurs drapeaux glorieux, ceux de l'Armée d'Afrique.

A leurs rangs s'ajoutait le peuple nostalgique
Ayant perdu la France en Fuyant l'Étranger,
Qui, dans Rhin et Danube accourait s'engager,
Fiers de rejoindre aussi ceux de l'Armée d'Afrique.

Leurs grand chefs égalaient les héros de l'Antique,
C'étaient Juin, Leclerc, de Lattre et Montsabert,
C'étaient Giraux, Valin, Brosset, Montalembert
Qui menaient au combat ceux de l'Armée d'Afrique.

Ils ont rétabli Rome dans sa grandeur antique,
On les a vus à Sienne, Monte Cassino,
Dans la neige et le froid du Garigliano,
Dans Mulhouse et Colmar, ceux de l'Armée d'Afrique.

Après avoir vécu l'aventure homérique,
Quand ils ont défilé sur les Champs Élysées,
Les foules en délire étaient électrisées,
Et Paris acclamait ceux de l'Armée d'Afrique.

Mais tant d'autres sont morts en ayant pour musique
Que la voix du canon et la plainte du vent
Passant, près de ces tombes arrête-toi souvent,
Prie et recueille-toi: là dort l'Armée d'Afrique.

Poème envoyé par un camarade.
Auteur inconnu. Si un lecteur connaît son nom, nous l'indiquerons ultérieurement

Le Mot du Président

J'ai déjà eu l'occasion de dire combien je compatissais pour les camarades qui sont arrivés aux A.A. à la fin (*voir article de notre camarade Iwanesko*). Ils ont assisté, comme dit ce dernier, à une véritable débacle... mais en réfléchissant, ceux qui ont cru à l'expérience des S.A.S., s'y sont engagés avec enthousiasme et ont assisté ensuite à la trahison, ont également des raisons d'être amers...

Le 10 mars 2007, je me suis rendu à Fuveau où habitent toujours un petit nombre d'anciens Harkis. La fille d'un ancien harki, Adjointe au Maire d'Aix m'avait demandé d'assister aux interviews de Harkis par un journaliste de l'hebdomadaire allemand "Der Spiegel".
Je rends compte de ma visite dans la suite du bulletin.

A propos d'élection présidentielle qui approche nous a incité à nous joindre à certaines grandes association de Rapatriés "Pieds-Noirs" et de Harkis afin de rédiger un plate-forme commune de revendications qui sera soumise aux candidats qui ont une chance d'être élus. En gros, il s'agit de demander la reconnaissance par l'État de sa responsabilité dans la tragédie des Rapatriés d'Algérie (pour nous il s'agit d'abord de l'abandon des Harkis en 1962) et la réparation des dommages moraux et matériels résultant de cet abandon. Avec les associations de Harkis, nous avons tenu à ce que le problème de la libre circulation des Harkis et de leurs familles soit réglé par un accord entre les deux états concernés. Il faut savoir que même les corps d'anciens Harkis décédés en France et qui avaient souhaité être enterrés dans leur village natal, sont parfois refoulés vers la France comme traitres...

Nos adversaires d'hier n'ont pas désarmé. Nous avons été alertés de la sortie à Roubaix d'un film qui met gravement en cause notre Service. Dans la présentation du film "Li Fet Met" (*ce qui est passé est mort*) sur Internet, il est dit et répété que les S.A.S. "soignaient le jour et torturaient la nuit". Une association de Harkis de Roubaix a essayé en vain de faire interdire la sortie de ce film. Elle a alerté en vain les plus hautes autorités de l'État. A intenté sans succès une action en référé dans le même but.

Nous allons intenter une action (*) contre les auteurs de ce film et des diffamations publiées. Mais il est pénible de constater que nos dirigeants continuent à nous laisser insulter de cette façon. Ainsi l'histoire continue à se faire d'une façon tendancieuse. Cela justifie le dicton de l'Est de l'Europe : "L'histoire est écrite par ceux qui ont pendu les héros"...

Daniel ABOLIVIER

(*) *Cette action en justice va occasionner des frais exceptionnels, aussi je crois devoir demander aux camarades et lecteurs, que cette odieuse diffamation choque, de nous aider par un don. Mentionner : aide à l'action en justice de Roubaix. Ce don sera déductible pour 60% comme la cotisation.*

SOUVENIRS

CDT ÉDOUARD DE
À DES TROUPES

Nous n'avions pas pu publier la suite des "Souvenirs" de notre Camarade dans le dernier Bulletin et nous avons appris son décès en décembre dernier.

Saint-Cyrien de la Promo 39/40, Officier des Troupes de Marine, il a d'abord "supervisé" les S.A.S. de la Commune Mixte d'Aumale puis commandé les S.A.S. de Francis-Garnier et d'Hanoteau (Orléansville-Ténès).

La publication de la suite de ses "Souvenirs" nous permet de rendre hommage à un "Gentilhomme" dans tous les sens du terme.

2 août 1956. Ici c'est un autre aspect de la "colonisation française", une Commune de Plein Exercice administrée comme en France. Le bourg est situé au Nord d'Aumale et ressemble étonnamment à un village de France avec l'église et la mairie sur une place carrée, un square aux arbres bien taillés. Il a été créé par les colons français du XIXème siècle, Ils ne sont plus que cinq ou six familles qui exploitent les grosses fermes des environs avec leur clientèle arabe. Autrefois ils étaient plus de quarante familles, mais il y a eu un mouvement d'exode comme partout ailleurs. Les terres ont été louées ou vendues aux Arabes. La politique de clocher joue un grand rôle, mais la vie locale est maintenant perturbée par le terrorisme ambiant.

Cependant Bir Rabalou est encore tranquille car le P.C. d'un régiment de Tirailleurs Algériens (1er RTA) y est installé. L'autorité locale indigène est représentée par l'importante famille des Braïmi. Du côté des Français de souche, M. le Maire est du type ancien paysan enrichi. Les quelques cinq ou six européens de son Conseil municipal lui ressemblent ils ont bon cour et sont très hospitaliers, ils savent aussi boire, ils connaissent les Musulmans depuis leur enfance et ont des liens d'amitié avec beaucoup d'entre eux.

L'après-midi de mon arrivée, le maire m'a emmené dans sa ferme où l'on battait le blé ; le soir venu, tout le grain et la machine rentraient au village car on craint les raids de rebelles la nuit du reste, tous les européens se réfugiaient le soir au village.

J'ai avancé d'un échelon car je suis directement sous les ordres de mon sous-préfet, M. Bussières. Je suis logé à l'école. J'ai quatre pièces à ma disposition j'ai une vue sur le clocher de l'église où se nichent deux couples de cigognes qui claquent du bec chaque fois que l'on s'approche. Je suis démuni de tout, mais il me faut préparer un budget de plusieurs millions de centimes pour acheter du matériel aussi je me rends souvent à Alger dans cette intention. La première fois j'ai commandé deux bureaux, six chaises, des armoires métalliques, bref tout le matériel du parfait bureaucrate que je ne suis pas.

Je me suis aussi pointé à la sous-préfecture pour savoir le montant des crédits dont je dispose. On ignorait la création de la SAS et en cherchant bien, on a découvert dans la corbeille à papiers, le télégramme tout froissé qui m'y nommait.

Tout est maintenant installé ; mon bureau, de 1,80m x 1m, me permet de recevoir les gens à distance et de les impressionner ; j'ai aussi une machine à écrire et un fauteuil "nesting", cela veut dire que l'on est très bien dedans. J'ai aussi récupéré une jeep qui est indispensable ; mais il faut aussi du personnel.

J'ai touché un adjoint qui est une perle rare il s'appelle Gueroult, Adjudant-chef d'Active de Cavalerie venu de Saumur. Ensuite un jeune étudiant en droit : Donadieu, genre "Zazou", fils de colon ; il est requis pour l'été ; j'ai aussi un comptable et quelques moghaznis ; leur chef est un vieux combattant des Tirailleurs algériens. Il me réveille à six heures beaucoup trop tôt à mon gré mais à sept heures du soir il est couché ; il se nourrit de presque rien : une courge et un morceau de pain matin et soir. Au bout d'un mois j'ai un maghzen honorable, mon chaouch, un chauffeur, quatre moghaznis. En plus de la protection, la SAS comprend le bureau, c'est-à-dire mon adjoint, un comptable, un secrétaire. Je suis donc prêt à remplir ma mission auprès des Autorités locales.

Au bout d'un mois, ma SAS est bien implantée, si bien que je fus convoqué à Aumale où le Préfet d'Alger avait réuni toutes les Autorités locales, civiles et militaires et tout ce monde devait exposer son point de vue sur la situation. Moi-même, devant un Préfet, un Sous-Préfet, un Général, cinq Colonels et combien d'autres qui portaient galons, feuilles de laurier, guirlandes, j'ai exprimé mon point de vue sur la situation à Bir Rabalou. C'était très intéressant. J'y ai retrouvé tous mes camarades de SAS, notamment Labaume qui a malheureusement trouvé la mort dans une embuscade dressée sur le chemin de retour. J'ai eu l'impression que les SAS jouaient un rôle considérable dans l'action de pacification. Ces officiers SAS étaient très heureux de se sentir ainsi appuyés. Ils étaient conscients de l'utilité de leur fonction qui était aussi ingrate car ils étaient coincés entre l'autorité civile et militaire , devant aussi s'imposer à ces populations sous administrées, sans employer la méthode terroriste du FLN.

Je pris donc contact avec la population locale. Au début, faute de

local, je me suis assis sur une pierre et j'ai attendu : des Arabes sont venus et j'ai écouté ce qu'ils disaient. Comme ils adorent parler j'ai appris un tas de choses intéressantes et je suis dans mon rôle en faisant cela. Je me plie aux habitudes et j'ai encore flâné et discuté dans la rue le jour de la fête musulmane de l'Achoura. Un matin j'ai pu réunir une centaine d'hommes et je leur ai fait un petit discours en arabe ; tout le monde a applaudi mais quelle fourberie il pouvait y avoir là dessous ; la seule chose qui compte vraiment, c'est la force et comme j'étais avec des militaires, nous étions forts. Le soir au village tous les personnages du coin voulaient me serrer la main.

Mon bureau SAS commence à se roder ; le travail est varié : carte d'identité à établir, impôt à percevoir, diverses chikayas à régler les jours de marché : parfois c'est pour libérer un parent arrêté par l'Armée ; une fois un vieux paysan m'offrit un gigot de mouton pour l'obtenir et parut étonné de mon indignation. Dans ces chikayas il faut deviner à travers leurs dires, le vrai du faux et j'ai pas mal réussi. C'est la justice à la Salomon ; on donne raison à tous les deux, un peu plus d'un côté que de l'autre parfois et tout le monde est content. Ma cote monte mais je me méfie d'être trop populaire. Au conseil de révision à Aumale, 38% des appelés de la Commune se sont présentés, c'est déjà beaucoup vu les événements ; à la sortie beaucoup de ces jeunes gens voulaient monter dans ma jeep pour les ramener au village. Si une bonne partie de la Commune est calme en ce moment, par contre au Nord, le territoire est radicalement pourri ; les gens s'enfuient à l'approche des troupes les bandes rebelles viennent de Kabylie, suivent la vallée de l'oued Isser, puis de l'oued Malah pour gagner l'Ouarsenis.

Nous étions très occupés voici par exemple ma journée de travail du 15 octobre 1956 le matin, organisation de mon logement pour blinder les fenêtres en cas d'attaque. Puis je pars en jeep pour chercher un mouton pour la fête du Mouloud (naissance du Prophète). Ensuite je renvoie un harki qui ne me plaisait pas. L'après-midi je reçois un notable assez intéressant qui me montre les diplômes de la Légion d'Honneur de son père, de son grand-père et de son arrière-grand-père, avec la signature de Thiers, Président de la République ; c'est une famille caïdale qui a été délaissée et qu'il serait bon de réhabiliter. À 15 h. travail avec les paras en opération ; ils avaient rassemblé toute une population il fallu les inscrire, les confronter avec la liste des suspects, leur tenir un discours et enfin retour au village et participer au grand méchoui de la fête cette activité n'est possible qu'avec l'aide de l'Armée.

Les Unités militaires stationnées à Bir Rabalou ont souvent changé. À mon arrivée se trouvait le P.C. du 1er RTA : de vieilles troupes fidèles et bien rodées au métier militaire, leurs cadres également, puis au milieu du mois d'août, le contingent métropolitain étant appelé sous les drapeaux, le 117ème RI arriva sur les lieux. Pour moi ce régiment du Mans ne m'était pas inconnu et je pouvais leur parler de la Sarthe ou de la Mayenne. Animés de bonnes intention ces appelés se demandaient parfois quel rôle ils jouaient et beaucoup pensaient à "la quille". En septembre est arrivé dans la région une très belle Unité parachutiste : le 14ème BCP qui avait fière allure, commandée par le Colonel Autran, un chef énergique et humain qui a parfaitement compris son rôle auprès des populations et qui enfin acceptait la présence de la SAS dans ces opérations et mieux encore la trouvait indispensable.

C'est ainsi que j'ai participé à une rafle monstre sur le marché de Souk eI Arba ou 4000 personnes ont subi un contrôle d'identité et 50 ont été appréhendées dont un chef fellagha. L'Armée permettait aussi de circuler en convoi dans une relative sécurité, mais elle l'a payé par un lourd tribut au terrorisme. D'août à octobre les embuscades furent nombreuses le 3 août à Masqueray, la SAS a eu trois blessés dans un accrochage ; vers Tablat le 6 août un élément du 117ème RI en convoi a eu 13 tués dont son chef, Ponton d'Amècourt voisin de la Roche Talbot ; lui et les autres se sont battus comme des lions, il y a eu trois rescapés seulement. Mêmes circonstances à Bouskène au 1er RTA : 22 tués dont un capitaine. J'ai assisté à leur enterrement à Bir Rabalou ; c'était très émouvant. Enfin pour finir cette liste macabre je citerai l'embuscade du 27 octobre au Mihoub sur la route de Tablat toujours qui fit trente et une victimes au 146ème RI, que j'appréciais beaucoup car c'était un régiment recruté dans l'est avec l'accent bien lorrain.

Je me trouvais sur les lieux de cette embuscade trois jours avant ; en effet je rendais visite à ma voisine, la SAS de Mihoub et à son Chef le lieutenant Curnier. J'étais à la limite de mon secteur et désirais prendre contact avec la population notamment faire rentrer l'impôt. Tout s'est bien passé les gens voulaient bien verser l'impôt ; ils étaient satisfaits que quelqu'un s'occupe d'eux. J'ai passé la nuit à la SAS où se trouvait le reste du poste militaire du 146ème.

Le lendemain avec une petite escorte militaire, j'ai poursuivi ma tournée ; mais voilà qu'en abordant un village, je ne vois pas un seul habitant... Si, seulement un vieux qui me dévisage avec des yeux hagards, regardant de tous côtés et tremblant de tous ses membres. C'est louche, nous nous retirons prudemment à l'abri d'un fusil-mitrailleur que nous avions eu la précaution de placer devant l'entrée. En regagnant la route de retour sur un parcours tout droit mais encaissé et couvert de végétation sur les bords, mon adjoint me dit : "voilà un lieu propice aux embuscades". Celle-ci a eu lieu trois jours après et les fellaghas avaient du se terrer dans le village que j'avais voulu visiter.

(suite de la page 5)

Voici le récit de ce drame un convoi militaire circulait avec en tête une jeep où trois officiers avaient pris place, puis trois camions à la suite ; il y avait un obstacle sur la route, quelques branches la jeep fonce et passe, les camions sont immobilisés, le tir fellagha se déclenche : de nombreux tués et blessés dans les camions. Les fellaghas bondissant des fourrés achèvent les blessés ; un rescapé fait le mort sous un camion et a vu la scène. Puis les fellaghas se sont enfuis car un autre convoi est alors apparu.

Ce condensé des événements terroristes s'étend sur trois mois, mais la vie quotidienne continuait malgré tout. La femme du maire se rendait bien au marché mais par précaution avec un pistolet dans son sac à main ; les Pieds-noirs se rendaient toujours en Métropole pour leurs vacances car c'était la saison ; mon personnel était présent au bureau chaque jour et M. le Maire administrait sa commune comme à l'habitude jusqu'au jour où !

Il reçut une lettre du FLN local lui disant qu'il était temps de choisir et qu'il devait faire ses preuves en fournissant une ronéo pour la cause. Alors il rechercha partout une telle ronéo même chez M. le Curé. Il n'avait pas l'intention d'en donner au FLN, iI voulait seulement leur faire croire qu'il s'en occupait activement. Pauvre maire il avait le doigt dans l'engrenage et ne pouvait plus s'en sortir il perdit son prestige et avec l'éloignement de beaucoup de Pieds Noirs, la Commune de Plein Exercice n'avait plus sa raison d'être ainsi la SAS était devenue la seule force d'ordre de l'administration et j'espérais rester à la hauteur de ma tâche, mais pour combien de temps

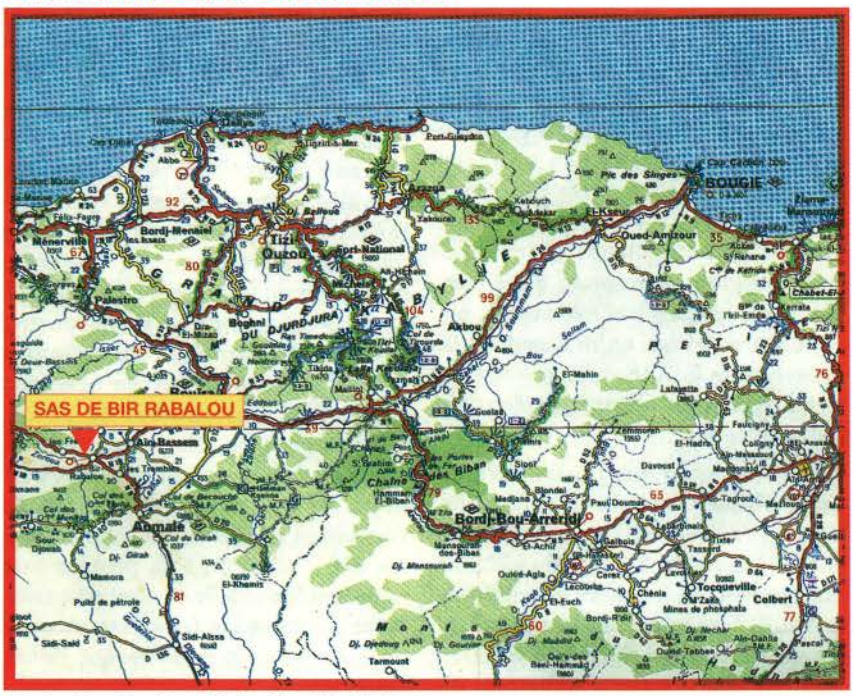
J'ai commencé par créer un chantier de lutte contre le chômage. Il s'agissait de nettoyer le village : en effet, il était entouré d'une ceinture de déchets de toutes sortes : vieux souliers, boîtes de conserves etc. Le maire averti, réunit son Conseil municipal : tout le monde s'est trouvé contre moi, parce que ces colons ne veulent rien faire du tout, ne pas donner de travail aux Arabes, trouvant que c'est gaspiller de l'argent. Il m'a toujours semblé qu'à Bir Rabalou, la colonisation française tombait en décadence et qu'elle était appelée à disparaître parce qu'on a méconnu ce monde arabe que l'on a repoussé vers les djebels. Vivant dans une situation précaire, ces colons, plus ou moins enrichis, se tiennent les coudes et profitent de leurs appuis politiques. Je troublais leur jeu. Nous avons commencé par enfumer le village pendant trois jours avec l'incendie des déchets.

J'ai aussi réussi un coup de maître 1er octobre c'était l'ouverture de l'école et la consigne du FLN était: pas de rentrée scolaire. L'instituteur était à Alger il avait du reste été blessé par un éclat de grenade le directeur avait fermé l'école ; je l'avais fait rouvrir de force et avec l'aide d'un soldat de contingent, instituteur lui-même, la classe a repris. Dans ces diverse actions j'avais naturellement le soutien de l'armée, de Colonel Massenet qui commandait le territoire et aussi du sympathique Colonel Autran qui commandait les Paras.

Naturellement le maire était atteint dans son prestige et avait juré ma perte. Il a commencé par se plaindre de mon Adjoint au Sous-Préfet et ce dernier, ne voulant pas faire du tort à un élu du peuple l'a déplacé ; puis ce fut mon tour d'être déboulonné. J'en avais été averti par mon Adjoint qui avait été nommé à la Sous-Préfecture. Je devais alors partir en permission en France et on en profita pour nommer un nouveau Chef de SAS. Je me suis plaint au Colonel Elissagarai qui défendait les SAS à la Préfecture d'Alger; rien à faire j'avais fait du bon travail mais j'avais été trop cassant avec le maire. Le colonel me conseillait de trouver une place à Alger dans un État-Major, un service psychologique ou quelque chose de semblable. Je quittai Bir Rabalou avec regret, ayant conscience d'avoir bien accompli mon travail SAS et je partis en France pour un mois.

(à suivre...)

Localisation de Lla SAS de Bir Rabalou



Extraits Carte Michelin N° 172

▶ CAPTIF DES REBELLES

Récit de Daniel Fiorini, appelé Classe 1959/2C affecté en Algérie au 26ème Bataillon d'Infanterie de Marine à Beni-Saf (Tlemcen) détaché pour emploi en qualité de caporal-chef, moniteur C.E.M.J.A. à l'antenne de Sidi Safi de la SAS de Beni-Saf poste que j'occupe avec un autre moniteur et deux supplétifs du maghzen voisin jusqu'au 10 avril 1962, vers 22 heures...

Alors que je rentre dans le local puis dans ma chambre, je suis capturé par les deux moghaznis déserteurs qui ont laissé entrer des membres de l'A.L.N. - couteau sous la gorge, puis mains liées dans le dos, je suis emmené au djebel. Toujours déplacé de nuit, de caches en grottes, de jour les yeux bandés ,je suis accompagné par d'autres victmes de la captivité, civils, policiers et un MDL, Chef de Gendarmerie, enlevé jours après moi et servant à la brigade de Beni-Saf et dont je viens de retrouver la trace quarante deux années après ces faits.

Le 20 avril 1962, au cours d'un transfert d'une galerie de mine à une grotte, aux abords d'un oued, persuadé que ma dernière heure est proche, je trompe la vigilance de mes géôliers et m'enfuis. Rapidement rattrappé, je subis un cravachage en règle. Protégeant ma tête avec mes mains, j'ai le pouce droit éclaté, une blessure à l'arcade sourcillière gauche ainsi que de nombreux hématomes au corps. Laissé sans aucun soin, je souffre terriblement d'autant qu'en entrant dans la grotte on me rattache les mains dans le dos. J'éprouve pendant plusieurs jours des difficultés à me nourrir.

Le 12 mai 1962, le groupe de prisonniers, moins un policier battu dans la grotte jusqu'à ce que mort s'ensuive, est échangé contre des rebelles à l'initiative du S/Préfet de Tlemcen à qui nous avons été remis. Je rejoins ma compagnie, déplacée entre temps de Beni-Saf à Tlemcen et suis consultant (infirmerie de garnison,hôpital militaire, psychologues, 2ème bureau, etc... ■

Daniel Fiorini m'a raconté qu'il était au moment des faits fiancé à une jeune "Pied-Noir" (aujourd'hui Mme Fiorini) et que sa disparition avait été interprétée comme une désertion ! Cela en dit long sur l'état d'esprit des autorités à l'époque !

Daniel Abolivier

▶ AU DELÀ DES RENIEMENTS

Laurent Iwanesko, Aspirant SAU d'Oran (Village Nègre) et SAU de St Louis (Oran février / mai 62)

En septembre 1961 j'étais incorporé à l'École Militaire d'Infanterie de Cherchell (promotion 201 c'est-à-dire la première promotion qui sortira en 1962 et sera baptisée Vosges-Alsace). À l'amphi-corps j'ai choisi de servir aux Affaires Algériennes, préparé à cela par mon dernier emploi civil de chargé de mission pour le reclassement des Français rapatriés d'Indochine. Ma première affectation : S.A.U. de la Ville Nouvelle, boulevard Andrieu à Oran. Seule unité isolée dans ce que les Oranais appelaient le "Village Nègre", nous devons franchir le barrage qui en ferme l'accès et nous ne servons strictement à rien, jusqu'au déménagement de la médersa qui nous abritait pour rejoindre le quartier Magenta. Nous sommes fin mars.

Un adjoint étant nécessaire à Saint-Louis j'ai rejoint un capitaine dans ce qui devait devenir le Centre d'Aide Administrative. J'ai vécu là le désarmement du maghzen,la disparition du Sergent-Chef comptable, vraisemblablement enlevé sur la route d'Oran et je me suis retrouvé, les S.A.S. étant dissoutes, au Service Régional Inter-Armées de l'Action Sociale à Alger en mai 1962. Là nous délivrions des bons de réquisition pour des cadres de déménagement pour les militaires de carrière ce qui leur évitait d'être plastiqués par l'O.A.S. Nous gérions encore un entrepôt de countainers réquisitionnés à Maison Carrée.

En août 1962 on me pria de rejoindre le Centre d'Entraînement de la Jeunesse à Issoire où nous préparions les fils d'anciens Supplétifs à l'insertion en France métropolitaine. En mars 63 on me rendait à la vie civile, convaincu d'avoir répondu à mes obligations militaires, n'ayant jamais eu à mettre en pratique les enseignements reçus, mais convaincu que le pouvoir d'alors avait délibérément trompé tous ceux qui comme moi avaient choisi de servir dans les S.A.S. en en faisant les spectateurs impuissants des désordres, exodes et massacres.

J'ai retrouvé le caporal Moghazni Chaoui (qui était à Cassino quand même) dans l'Ardèche, mon Capitaine de Saint-Louis (ancien de la 1ère Armée) et le Capitaine de la S.A.S. de Tafaraoui (devenu général). Et nous avons évoqué ensemble qu'au delà des désillusions et des reniements,l'œuvre de paix à laquelle nous avions prêté notre concours méritait autre chose que l'oubli et la caricature. ■

ÉPISODE DE LA V

PAR LE LIEUTENANT RAYMOND GRANC

Ma nomination à la S.A.S. d'Oued Sebt prenait le relais de celle de Chef de S.A.S. du Barrage de Ghrib ancien chef-lieu de la Commune Mixte dont dépendait Oued Sebt, domaine des douars environnant Bou-Medfa. Le siège de la S.A.S. d'Oued- Sebt (région de Cheliff) se trouvait, pour des raisons de sécurité, dans le village de Bou-Medfa, sur l'axe Alger-Orléansville.

Ma mission consistait à reprendre contact avec les populations de ces douars, à les assurer des intentions du gouvernement français d'alors en rétablissant un climat de confiance perdu par l'effet de l'action psychologique de l'OPA, structure mise en place par le FLN pour le contrôle des populations. C'est tout au moins ce que je pouvais penser car notre mission ne fut jamais écrite par une quelconque autorité, pas plus que les moyens à employer, hormis les hommes et les finances mis à notre disposition par l'autorité civile auprès de qui nous étions détachés.

Les Européens, peu nombreux, une dizaine de familles, français de très vieille souche ou d'origine italienne ou espagnole, entretenaient tous dans leurs maisons-fermes un ou plusieurs de ceux que l'on appelait alors "Français-musulmans". La population de ce village subissait, avant mon arrivée, des attaques du FLN qui venait jusqu'au limites de l'agglomération couper les pieds de tabac et les vignes. Le dernier attentat corporel qui eut lieu, juste avant mon arrivée, avait atteint et blessé grièvement deux Français (de souche) et trois français-musulmans, des personnes âgées, à la retraite, en train de jouer aux boules sur la place du village, en pleine matinée ; c'est dire combien la violence était aveugle.

Réjouissances populaires du 13 mai 1958 à Oued Sebt

La Gendarmerie, enfermée dans le carcan de la légalité française, ne pouvait rien changer à cette situation, pas plus que l'élément de protection de l'Armée, une batterie du 35ème RA qui stationnait dans son campement à Bou-Medfa-Gare, éloigné de moins d'un kilomètre du centre, et en contre-bas, entre la RN et le village. À chacun de mes déplacements pour prendre contact avec les populations, notamment au douar des "Zouaoua", je ne trouvais pour tout habitant dans les mechtas que poules, chiens, chèvres esseulées et deux ou trois très vieilles femmes qui, sans doute, faisaient le compte-rendu à qui de droit après mon départ.

Toutefois, le réseau "d'émissaires-espions" que j'entretenais m'avait convaincu que ceux que je cherchais à contacter venaient, mélangés à la foule, se ravitailler au marché hebdomadaire de Bou-Medfa le jeudi. Le jeudi suivant, je décidais de boucher les sorties du village. Nul ne pourrait en sortir sans autorisation écrite délivrée par mes soins. Mon chef de Maghzen fut chargé de l'éxécution de cette mesure et s'en tira fort bien. Impossible de sortie pour quiconque sans mon laissez-passer.

Parmi les personnes venues demander l'autorisation de passage, j'effectuais un tri dont les critères tenaient à la fois la position géographique de l'individu et son apparence, sa façon de parler, ses ramifications familiales,

UN CHEF DE S.A.S.

D'OUED SEBT (ORLÉANVILLE-MILIANA)

aidé en cela par un de mes gradés moghazni, ancien soldat, victime du FLN et originaire de la région. Je retenais douze personnes et leurs bourricots, seuls véhicules tout terrain, aptes à se déplacer dans les régions que je désirais pénétrer. Une autre raison me conduisait à ne pas dissocier ces binômes naturels : le bourricot de chacun de mes sélectionnés connaissait le chemin du retour... à l'écurie aussi bien que son maître. C'était mon atout. Je désignais ensuite pour chacun de ces maîtres un moghazni qui se substituerait à lui... en vêtements extérieurs semblables,avec la monture qui connaissait le chemin, pour aller là où le maître devait nécessairement se rendre à son retour du marché. C'est ainsi que mes moghaznis se firent tout naturellement arrêter en cours de route, à hauteur de ce qui devait constituer la frontière. Bien sûr, ils s'arrêtèrent, la tête baissée sous la cachabia (sorte de burnous mais avec des manches) et se virent demander la dîme pour contact en zone ennemie (Bou-Medfa) et l'impôt volontaire pour la libération.

Il va de soi que mes spadassins eurent tôt fait de s'exécuter en dévoilant alors leur pistolet-mitrailleur MAT 49, en guise d'écus, et de désarmer de ce fait, immédiatement et sans tirer un coup de feu, le collecteur- douanier armé généralement d'un fusil de chasse, à chien extérieur, de modèle ancien mais encore efficace.

Le résultat de cette ruse fut que, deux jours après, je pus enfin prendre contact et discuter avec une grande partie de la population des Zouaoua, sauf leur chef... FLN, bien entendu ! Je sus, bien après, qu'à partir de ce moment-là, il disait dans les douars que : "*El Ficiane* (phonétiquement : l'officier) *a été plus rusé que le chacal*".

Quelques jours plus tard un émissaire me fit savoir qu'Echeikh-Bouaalem, le chef de l'OPA locale, désirait se rallier à la France, à condition que je vienne le chercher à tel endroit du bled, éloigné d'environ deux kilomètres de mon PC, hors de toute voie normalement carossable, en un lieu-dit convenu. Je devais venir seul, mis à part mon garde du corps.

Mais qui m'assurait qu'il serait, lui, seul au rendez-vous ? On avait déjà essayé d'attenter à ma personne.

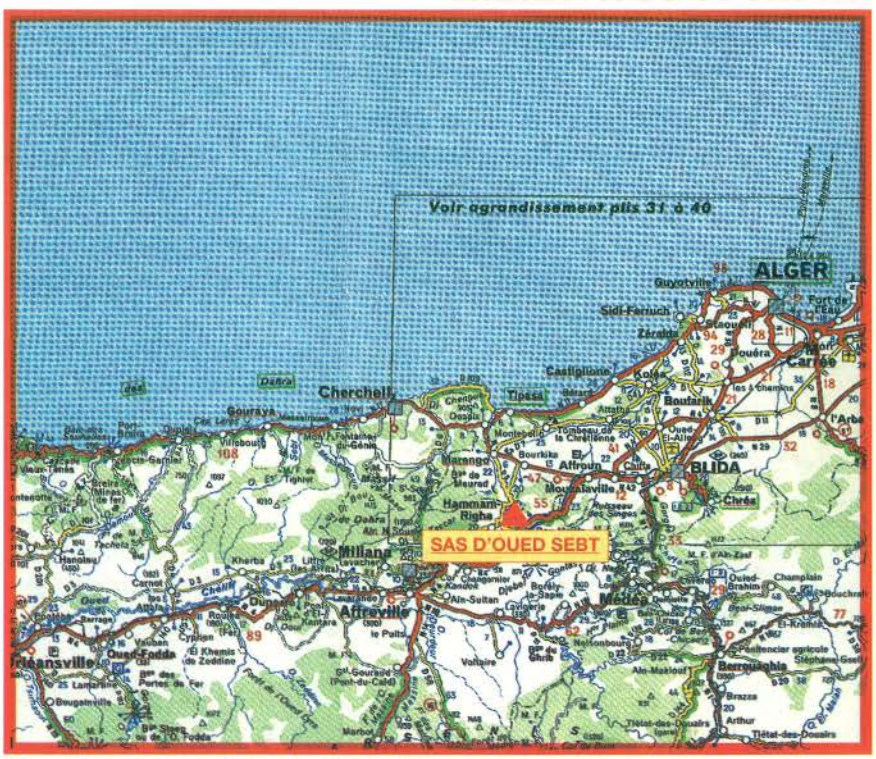
C'était en fin d'année 1955, alors que j'étais chef de peloton à cheval dans un groupe mixte de compagnies nomades, en opération dans la région de Tlemcen. Ce jour là, un élément d'un bataillon de tirailleurs, agissant sur renseignements, avait encerclé une mechta située dans un fond de thalweg. Les deux gendarmes qui faisaient, à l'époque, systématiquement partie des opérations, se présentèrent à la porte d'une maison pour le rituel : "*Au nom de la Loi... ouvrez !*" Ce qui fut fait... certes, mais avec, lorsque la porte s'ouvrit, en parfait synchronisme, une telle concentration de feu que la poitrine des pauvres gendarmes en fut littéralement trouée par toutes sortes de projectiles, dont des chevrotines géantes et autres calibres type "winchester".

Il y eut dix-neuf rebelles en armes tués. J'y avais pris une part active, d'ailleurs grâce à mon peloton qui fut plus rapide à atteindre la crête où tentaient de se replier les rebelles. Mais cela ne fit pas revenir à la vie nos gendarmes, seules victimes ce jour-là.

Après, je partais en stage de formation aux Affaires Algériennes et j'appris que mon sous-officier adjoint qui m'avait remplacé, s'était fait tuer pas très loin du lieu de l'accrochage précédent.

Une autre fois, d'anciens moghaznis, prêtés par mon prédécesseur du barrage du Ghrib, s'étaient renseignés pour savoir où se trouvait ma chambre dans la villa que j'occupais avec ma famille, dans le but de

Localisation de la SAS D'Oued Sebt



Extraits Carte Michelin N° 172

(suite de la page 9)

m'assassiner la nuit. Le complot fut éventé à temps, et leurs auteurs furent arrêtés et jugés.
Ceci pour dire que j'avais quelques raisons de me méfier lorsqu'au jour convenu, à l'heure du crépuscule, je me trouvai au lieu de rendez-vous, escorté de mon ordonnance (un des deniers FLN qui s'étaient ralliés) en jeep, prêt à tout départ rapide dans le cas d'un coup fourré.

C'est alors que, surgissant d'un buisson, à quelques pas de moi, un "chibani" (vieillard) à la barbe hirsute, coiffé du traditionnel chèche, revêtu du non moins coutumier pantalon de type sarouel et d'une veste de treillis militaire kaki, se présenta mains en l'air, tenant un rutilant fusil de chasse à deux coups et me demandant de lui donner l'Ammam (le pardon et la paix).

Sur un signe de ma part, le chef de l'OPA, Echeikh-Bouaalem, vint à moi, tendit ses mains pour prendre les miennes et les embrasser, faisant ainsi amende honorable et demandant de réintégrer la communauté de la France qu'il avait d'ailleurs servie en 1939-45 comme tirailleur algérien, ce qui lui avait valu une Croix de Guerre méritée. Il avait près de 60 ans !■

Raymond Granger

Article paru dans le livre "Paroles d'officiers" publié par la Promotion Extrême-Orient (CYR 50/52) reproduit avec l'autorisation de notre camarade le Général Claude Bichon, président de Promo.
Dans le même livre figure aussi le récit par notre camarade le Général Jacques Derrien de l'assassinat du Lt Geoffroy, Chef de la S.A.S d'Ain-Rich et de son épouse dans la nuit du 9 au 10 juin 1956 que nous avons publié dans notre bulletin N°14 (oct 2000) et celui de la mort du Lt Sancan Chef de la S.A.S. Nomade des Ouled-Djellal, le 8 avril 1957 par notre camarade le Général Romain Cosse dans notre Bulletin N° 24 (oct 2005).

Nous publierons d'autres passages du livre de la Promo CYR 50/52) dans des Bulletins à venir, ceux qui concernent notre Service, bien entendu..
D.A.

AU SUJET DU "RÔLE POSITIF" DE LA FRANCE D'OUTRE-MER...

... qu'il est bon ton de contester à longueur de colonnes ou d'antenne, sans qu'aucun démenti ne paraisse, nous reproduisons ici les paroles du Sultan Mohammed ben Youcef lors de sa réception par le Maréchal Lyautey à l'Exposition Coloniale le 7 août 1931 :

"En venant admirer l'Exposition Coloniale, cette belle réalisation de votre génie, il nous est particulièrement agréable de profiter de cette occasion solennelle pour apporter notre salut au grand français qui a su conserver au Maroc ses traditions ancestrales, ses mœurs et ses coutumes, tout en y introduisant cet esprit d'organisation moderne sans lequel aucun pays ne saurait vivre désormais.

Pouvons nous oublier, en effet, qu'à votre arrivée au Maroc, l'Empire chérifien menaçait ruine, ses institutions, ses arts, son administration branlante, tout appelait un organisateur, un rénovateur de votre trempe pour le remettre dans la voie propre à le diriger vers ses destinées.

En ménageant la susceptibilité de ses habitants, en respectant leurs croyances et leurs coutumes vous les avez attirés vers la France protectrice par vos nobles qualités de cœur et la grandeur de votre âme".

(extraits de la revue de l'Association "Maréchal Lyautey"
BP 3851 54029 Nancy Cedex)

STAGIAIRE À LA S/PRÉFECTURE DE SOUK-AHRAS

PAR LE LT-COLONEL JACQUES HARMEL

Lt-Colonel Jacques Harmel

Jacques Harmel - Cyr 32-34 - Chef de l'Échelon de Liaison de l'Arrondissement de Souk-Ahras de 56 à 60. Fondateur de l'Association. Décédé en 1999.

En stage à la Sous-Préfecture de Souk-Ahras, il n'hésitait pas à faire montre d'idées avancées, voire très progressives, allant jusqu'à faire l'éloge des fellaghas et autres terroristes d'Algérie et d'ailleurs... À tel point que les chefs de SAS le surnommaient "l'Afro-Asiatique".

Voici qu'à la fin du printemps 59, dans le cadre des réformes en cours, je reçois mission d'aller installer une nouvelle mairie. La nouvelle Commune de plein exercice s'appellera "Ouled Bechiah" et tiendra son siège au cœur de la tribu du même nom, appelée à élire son conseil municipal dans les semaines à venir. Considérant l'affaire administrativement et politiquement intéressante pour notre stagiaire, je l'invite à se joindre à l'expédition et préviens le Sous-Préfet qui donne son accord.

Expédition en effet : camions avec mobiliers et archives, personnel administratif, escorte militaire fournie par des éléments du 153ème R.I. de Souk-Ahras. Après un quart d'heure de route, le convoi s'engage sur une piste de la forêt des Ouled-Beschiah...

Soudain quelques claquements, de la terre qui saute à la gauche de ma jeep (tir fichant de mitrailleuse venant de l'arrière). On stoppe, on met pied à terre, on s'organise ; juste derrière nous un chauffeur de camion est blessé par balle à l'instant même où, sautant de son siège, il touche le sol ; ce sera la seule victime matérielle et il guérira.

Il n'en ira pas nécessairement de même du prestige de notre stagiaire, qui, impressionné, crie de toutes ses forces : "*mais, qu'est-ce qu'on attend pour les anéantir tous, tous* ! ".

C'est l'occasion de rendre hommage au "Commandant Harmel" ainsi que continuent à l'appeler tous ceux qui l'on connu sous le Képi bleu : il avait toutes les qualités du Chef, autorité et égards pour subordonnés et administrés.

Je ne puis m'empêcher de lui faire remarquer que le point de vue de la cible ma paraît bien différent de celui de l'intellectuel.

Pour rassurer le lecteur, précisons que, si nous n'avions pas vu les fellagha, perchés sur une haute falaise, dans l'alignement arrière du bout de piste où était parvenu le convoi, ceux-ci ne nous voyaient pas non plus : dominant des arbres abondamment feuillus, ils tiraient au jugé à travers le feuillage ; plus que les tirs de l'escorte l'arrivée de l'aviation les fit décamper.

Nous avions évidemment prévenu tout de suite par radio à Souk-Ahras, Secteur et Sous-Préfecture, ce qui nous valut une sympathique réception au retour : le Sous-Préfet nous attendait avec le champagne ; il avait invité mon épouse qu'il s'était bien gardé de prévenir de l'embuscade pour ne pas l'inquiéter - elle l'apprit à notre retour en buvant le champagne... Je n'ai pas souvenance d'un quelconque toast porté par notre stagiaire à la santé des auteurs du guet-apens ou à leur total anéantissement ! ■

Qui nous dira quel engin porte notre héros en bandoulière ?!

NUMÉRO SPÉCIAL DU SPIEGEL

A PROPOS DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Un chapitre sur les Harkis : il faut que cela vienne d'Outre-Rhin !

Visite de M. Simons, journaliste du magazine allemand "Der Spiegel", au hameau de Fuveau, en Provence - mars 2007.
de gauche à droite :
M. Abolivier - Mme Dahlia Draouzia (Adjoint aux Affaires Sociales de Mme le Maire d'Aix en Provence) -
M. Makhouf Halbaz (Adjoint au Maire de Fuveau) -
un Ancien Combattant européen - un Harki - M. Simons.

Le "Spiegel" prépare un numéro spécial sur la France, à l'occasion de l'élection présidentielle prochaine. Un chapitre sur les Harkis y est prévu et il faut que cela vienne d'Outre-Rhin !

La fille d'un de ces "Harkis" adjointe au Maire d'Aix en Provence, nous avait prévenu de la visite d'un journaliste allemand correspondant du magazine "Der Spiegel" à cet ancien hameau de forestage où résident encore une poignée de Harkis. Elle souhaitait que j'y assiste. On ne sait jamais avec le Spiegel ! le même qui avait piégé le Général Massu ! Je me suis fait accompagner par deux camarades S.A.S. de la région.

M. Simons a écouté avec courtoisie et sympathie nos camarades Harkis raconter leur expérience sous l'uniforme français et la fin tragique, l'abandon, la fuite ou la captivité dans les geôles FLN. Ils ont tous rendu hommage aux militaires français qui ont désobéi aux ordres infâmes des dirigeants français de l'époque et leur ont permis de sauver leur peau... L'un d'eux n'a pas eu le courage de détailler les sept ans de bagne FLN subis, mais son émotion, à leur simple évocation nous a bouleversés.

CRAVATE S.A.S.

Il en reste !...

au prix de
20 euros l'unité

Vous pouvez passer commande au siège : joindre un chèque pour paiement.

Trouvé sur le Web

(site d'AJIR pour les Harkis - extraits)

Nicolas Sarkozy, candidat à l'élection présidentielle a plaidé mercredi 7 février à Toulon pour les rapatriés et les harkis.

Fustigeant les "adeptes de la repentance", il a affirmé, sous les applaudissements de la foule, que "c'est aux rapatriés et aux enfants de harkis que la France doit des excuses".

"Aux enfants de harkis qui ont servi la France, qui ont dû fuir leur pays et que la France a si mal accueillis, je veux dire que si la France doit des excuses et des réparations, c'est à eux qu'elle les doit" : a-t-il ajouté.

Il faut espérer que cela ne sera pas, comme souvent, que des promesses électorales...

S.A.S. & Scoutisme

Texte envoyé par Jean-Claude Maréchal de l'Association des Combattants de l'Union Française - Section du Puy de Dôme - Membre de l'association SAS et Scoutisme.

La mission des SAS, "*Gagner les cœurs, nourrir, enseigner, soigner, équiper, administrer*" se situait tout à fait dans la tradition de "*l'esprit scout*".

Pour ceux qui avaient été ou étaient scouts, leur action sur le terrain était le prolongement et l'application de l'éducation scoute reçue.

Les devises des trois étapes de la vie scoute (Louveteau, Éclaireur, Routier) l'exprimaient bien : "De notre mieux - Toujours prêt - Servir".

Ils vivaient ainsi des exigences exprimées :

• lors de la promesse :
- servir de son mieux la Patrie,
- aider son prochain en toutes circonstances,

• dans la prière scoute :
- donner sans compter,
- combattre sans souci des blessures.

La remarque d'être des "Boys-scouts" est bien connue dans la vie militaire, en fait elle marque, sous son côté moqueur, la reconnaissance et le respect de l'Esprit de service, de solidarité pratiqués avec désintéressement.

Jean-Claude Maréchal

Autre envoi d'un Scout : François Xavier Breton S-Lt SAS de Berrouaghia (Titteri)

Chef d'une troupe Scoute que j'avais fondée en 1958 à Beauvais (60). J'y ai appris le dévouement désintéressé qui m'a servi dans le petit village de regroupement de Souk-El-Had, antenne de la SAS de Berrouaghia (Tittéri - Chef-lieu Médéa).

Encore la torture !...

1960
Une extraction dans le cadre de l'AMB à la SAS de Troubia (Bône-Telessa) par le dentiste, Aspirant Jausseran, membre de l'Association

QUITTANCE DE FRAIS DE DOSSIER
ALGER (Consulat général)
Quittance : ALG.2006.299.00298 acquittée le 26/10/2006
Au nom de XXXXXXX
Né(e) le : 04/12/1965
Pour l'instruction d'un dossier de : VISA DE LONG SEJOUR
09 NOV. 2006
VISA REFUSÉ
Mode de paiement : BANQUE
Montant théorique :
Montant réel :
Tarif : 99,00 EUR
Droit appliqué : 89,00 EUR
ALG20062990029

Quittance de frais de dossier du Consulat Général d'Alger : 90 euros de frais de visa pour "makache" : Visa refusé ! cas très fréquent. Des enfants ne peuvent venir voir leur père Harki, (interdit en Algérie) avant sa mort ! 90 euros = 1 mois de salaire d'ouvrier en Algérie).
Les corps de camarades Harkis, en France depuis 1962, désireux de reposer après leur mort auprès de leurs proches au cimetière de leur village algérien sont même parfois refoulés vers la France.

DEPARTEMENT DE GRANDE KABYLIE
ARRONDISSEMENT D AZAZGA
AFFAIRES ALGERIENNES

SECRET

MESSAGE-POSTALISE

EXPEDITEUR : S.L.A AZAZGA
DESTINATAIRE : TOUS CHEFS DE S.A.S
TEXTE N°...10...../AA du 3 Novembre 1960

REFERENCE : note 237/AA/SM/SC du 27 Octobre
OBJET : articles de presse anti gouvernementaux

Il a été signalé à l'Officier SM de l'IGAA que certains Officiers Chefs de S.A.S recevaient de façon plus ou moins régulière et de régions où ils n'ont pas d'attaches familiales des articles de presse mettant en cause la politique actuelle du Gouvernement en Algérie.

Les destinataires voudront bien me faire connaitre pour le 15 Novembre lunge de rigueur s'ils ont reçu de tels articles - à quelles dates - il ne sera fait mention de la brochure " Vérités sur l'Algérie et le Sahara" qui a déja fait l'objet d'une enquête .

Le Commandant DORIN P. Chef de l'S.L.A
D'AZAZGA

Arrondissement d'AZAZGA
AFFAIRES ALGÉRIENNES

amities

Madame Paulette WITZGALL
~~Blagnac-Haute-Garonne~~

nos magasins sont rentrés on les a parqués du côté de Perpignan nous avons eu quelques nouvelles mais ns étions ds une telle misère que ns n'avons pas pu les dider. je vs félicite et vs remercie pour ce que vs faites.

7, rue Bouchotte
65500 - VIC - en - BIGORRE
Tél : 62 . 96 . 80 . 94

M. et Mme Witzgall - Adjoint civil de la SAS de Dehemcha (Perigotville).
Je publie la carte de Madame Witzgall qui n'a pas besoin de commentaire. Je souhaiterais pouvoir publier des articles de nos camarades Attachés. D.A.

Paroles... Paroles... de la République...

HARKIS

Les combats ont cessé, la paix est revenue dans votre pays. Chacun de vous, avec l'aide de la France, pourra –si Dieu le veut- bâtir a son gré son avenir, en Algérie ou en Métropole.

Voici ce que vous offre la France

Si vous désirez continuer à porter les armes, il vous sera possible de souscrire un engagement militaire conformément à la réglementation des armées qui fixe les conditions d'âge, de santé et d'aptitude. A tous moments vous aurez la possibilité de résilier ce contrat si vous estimez qu'il est trop difficile de vous adapter à une vie loin de votre village.
Si vous préférez rentrer directement dans la vie civile, vous toucherez la prime de recasement prévue par votre statut de harki. Pour prendre cette décision importante, un délai de réflexion vous sera accordé. C'est ainsi que vous pourrez souscrire un contrat d'une durée de six mois pour servir, à titre civil, en qualité d'agents contractuels des armées.
Au cas où vous n'estimeriez pas nécessaire de profiter de ce délai de réflexion, vous obtiendrez –sans aucune difficulté- votre libération immédiate et vous toucherez alors, en plus de la prime de recasement, une prime de licenciement. Vous n'aborderez pas la vie civile comme l'enfant nouveau-né aborde la vie.

La France est là pour vous aider

En effet, elle est prête à vous donner, pour peu que vous l'y encouragiez par votre travail, un emploi – un toit – des ressouces.

. Vous aurez priorité d'embauche sur tous les chantiers financés par l'Etat.

. Vous bénéficierez d'une aide en nature pour la construction ou la reconstruction d'une habitation pour vous même.

. Vous percevrez des vivres et des vêtements pendant que, de vos mains, vous procéderez à la construction ou la reconstruction de votre maison.

De plus, si Dieu vous a favorisé et que vous possédiez déjà un champ, vous pourrez obtenir des prêts de semence et même des prêts en argent pour acheter du bétail.
Et si vous ne possédez rien, vous pourrez quand même accéder à la petite propriété car des lots vous seront concédés par <<la Caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurales>>.
Si vous préférez devenir artisan, sachez que l'aide à l'artisanat rural fait aussi partie des mesures dont la France a décidé de vous faire bénéficier.

HARKIS !

Tous ces avantages ne peuvent être accordés que dans le respect des conventions qui vous lient encore à le France.
En désertant vous emportez souvent votre fusil. Personne ne vous l'échangera contre une charrue. A l'heure de la Paix, le blé vaut plus cher que les cartouches.

ract diffusé par autorité fran- ses aux Harkis noment de l'a- don... (repro- de la revue "Médecins ront". Nous s lié avec association lations ami-

"toubibs" t un élé- majeur de des S.A.S.

LETTRE D'UN FILS ET

Mon destin voulait que je sois un fils de harki car ma famille a servi la France. En conséquence, j'ai trouvé ma famille en train de vivre l'enfer. Elle vit dans le mépris, la torture psychologique, la marginalisation et la discrimination à ce jour.

Mon grand-père avait cru à l'Empire français et mon père, à son tour, avait cru à l'Algérie française.

C'était leur destin, mais la responsabilité est celle de la France. Je voulais dire que la responsabilité est partagée mais le Président algérien Monsieur Bouteflika nous confirme que le problème des harkis est un problème franco-français (cf. médias algériens).

À savoir que la France avait abandonné ceux qui ont cru en elle. Après la signature des accords d'Évian en 1962, des milliers de harkis n'ont pas pu quitter l'Algérie, ils tombaient sous les griffes du F.L.N. tout puissant qui instaurait l'autorisation de sortie de l'Algérie jusqu'en 1974. Des milliers de harkis ont été assassinés.

Mon père et mon grand-père après avoir vécu la torture physique et psychologique et l'humiliation de la part des nouveaux patrons de l'Algérie algérienne (les membres du F.L.N.), alors que des milliers d'autres harkis sont morts de la torture ou assassinés; ils (mes parents) vivaient dans la clandestinité jusqu'à la fameuse amnistie verbale, en fin des années 60, par Boumédienne, Président d'Algérie à l'époque (à savoir que cette amnistie n'a jamais été validée par un texte juridique et par conséquent, n'a jamais été respectée à ce jour).

Après la grande déception et le départ de la France, mon grand-père est mort et mon père continue à vivre l'horreur de la discrimination, la culpabilisation et la honte ; déchu de ses droits civiques et de ses droits de citoyenneté, affaibli par cette trajectoire dramatique, il s'est donné à la résignation. Il est à ce jour un mort vivant.

Mais mes parents voulaient que cette situation change pour nous (les enfants).

J'étais le garçon aine et mon père pensait que le changement ne peut se passer que par mon engagement dans des activités institutionnelles de l'état pour montrer mon appartenance et mon attachement à la nation algérienne et me mettre à son service.

L'objectif de mon père c'était de réhabiliter sa personne et celle de sa famille et de sauver ses enfants du déshonneur. Mon pauvre père savait que je n'avais aucune chance, aussi, pour trouver mon chemin pour l'avenir dans une société injuste, car le fils de harki se montre du doigt en Algérie.

J'étais jeune, mais voir mon père souffrir et l'entendre m'orienter, j'ai eu un enthousiasme et une volonté de fer pour changer les choses. Mon père m'avait conseillé et envoyé à l'école militaire, car l'institution militaire en Algérie est un temple sacré ; alors j'avais trouvé cela génial et j'ai accepté sans réfléchir. J'étais devenu sergent puis sergent-chef.

Au cours de ce parcours militaire (9 ans) je me suis intéressé à la politique et à la sociologie. Je me suis forgé un tempérament de combattant et pour mes loisirs j'ai opté pour un sport de combat où j'ai obtenu la ceinture noire, 3ème dan de Karaté.

J'ai quitté l'armée après une petite carrière de 9 ans et je me suis aussitôt investi dans la politique et dans les mouvements associatifs. J'ai souffert de la discrimination pour un poste de travail (je suis technicien en informatique de gestion).

Petit-Fils de Harkis

J'ai adhéré au mouvement de la jeunesse algérienne et j'y suis devenu membre du conseil national.

Je suis devenu membre de la ligue nationale de karaté.

J'ai crée cinq clubs fédérés de karaté au niveau du département de Tissemsilt (wilaya) et j'y suis devenu formateur et président de la ligue régionale de karaté.

J'ai mis en place les structures régionales d'un nouveau parti en Algérie (R.D.N.) et je suis devenu coordinateur régional de ce dernier.

J'ai acquis une capacité d'organiser et de mobiliser les masses.

Mon ascension rapide a permis à mon père et à ma famille de relever la tête et j'ai commencé moi-même à avoir une certaine fierté.

Mais les dinosaures du F.L.N. étaient aux aguets ; injustement, ils m'ont destitué de mes fonctions car mon père était "traître" et quelle est ma responsabilité ?! et que fils de harki fait partie du "hizb França" ou "parti de la France" ; ils m'ont accusé de nuire à ce qu'ils appellent dans la langue de bois du discours officiel algérien "les acquis de la révolution" et "d'atteinte à l'intégrité de l'indépendance", mais sur quels fondements ? Leur logique macabre est que un fils de harki est susceptible d'être traître, il est susceptible de nuire d'où une note officielle de premier ministre de l'époque Ouyahia qui m'a interdit en tant qu'enfant de harki d'occuper des postes de responsabilité. Ils m'ont accusé d'avoir divulgué des secrets, et quels secrets, si ce n'est pas du mensonge ?

Ils ont ignoré ma sincérité et mon engagement sur plusieurs fronts au service du pays et des gens en Algérie. Ils ont assassiné mes rêves et ont anéanti mon espoir et ceux de ma famille. Ils ont réduit à néant tout ce que j'avais construit avec l'énergie de ma jeunesse. Je suis devenu un citoyen de seconde classe. mes droits civiques et civils sont lésés donc je suis moi-même anéanti si je n'ai plus de place en Algérie.

Je me suis réfugié en France pour demander de l'aide, une part de réparation, au nom de mes parents qui se sont sacrifiés pour la France, de l'encouragement pour recommencer la lutte contre l'injustice et la discrimination. La France est responsable autant que l'Algérie de ma situation, mais l'état de droit en France ne tolère pas et interdit l'injustice et la discrimination et la non reconnaissance de droits. Je demande à la France de me protéger et de m'accorder une part de reconnaissance car ma triste histoire est liée à celle de la France.

Voici l'histoire émouvante d'un des nombreux cas dont j'ai eu à m'occuper récemment. La deuxième génération, celle des enfants de Harkis trahis et abandonnés en 62 par la France. Personne ne s'en soucie. Ceux qui parviennent à rejoindre la France ne bénéficient d'aucun avantage pour le droit de séjour. Une responsable du Service des Étrangers d'un département de la région parisienne ne m'a-telle pas dit : "*Le mot Harki ne figure pas dans nos textes*" !...

D.A.

Ça s'est passé comme ça !

Propos recueillis par Daniel Abolivier

Une petite fille Kabyle, dont le père fonctionnaire avait été assassiné par la rébellion parce qu'il avait refusé de cesser ses fonctions, est à l'école primaire après l'indépendance.

La maîtresse, dans l'ambiance de l'Algérie indépendante, demande aux enfants de "martyrs" (morts pendant la rébelion) de lever la main. Elle se méprend, (son père a bien été tué) et lève la main. La maîtresse lui dit brutalement : "*baisse ton bras, ton père est mort comme un traître!*".

Cette histoire rend bien compte de la vie qu'on connue les partisans de la France après l'abandon.

Muté trois mois avant l'indépendance, le Lt Mangematin est envoyé une semaine en vacances - au retour, plus de S.A.S. !
Les fells ont pris sa place ! (SAS de Maadid - Sétif-M'Sila).

Un camarade nous raconte le cas d'un de ses moghaznis: ramené en France en 1962, il y a séjourné et travaillé plusieurs mois, puis, désireux de voir sa famille en Algérie, et malgré les mises en garde, il a embarqué pour Alger. Il n'y est jamais arrivé ! L'a-t-on passé par dessus bord ?

J'ai eu connaissance de nombreux cas similaires, c'est-à-dire de Harkis assassinés alors qu'ils étaient repartis pour voir ou ramener leur famille.

Moins dramatiques sont les cas de harkis retournés en Algérie et empêchés de revenir en France, certains même emprisonnés pendant de longues années...

Un Garde du G.M.S. N° 93 à Makouda (G.K. - Tizi-Ouzou) m'a raconté:

A la fin de la Guerre d'Algérie, pendant sa permission, le G.M.S. a été dissout et le matériel abandonné aux "fells". A la fin de sa "perm", il rentre à Tizi et monte dans le G.M.C. de son Groupe qui attend à l'endroit habituel.

Surprise ! les Fells l'attendaient à l'intérieur ! Dialogue :

- "*Pourquoi es-tu revenu?*"
- "*Pour toucher mon salaire!*"

Il a été bien payé!!!

Ce n'est pas un cas isolé! Un ancien Moghazni m'a raconté que la même mésaventure lui était arrivée à la même époque et au même endroit. Le camion de sa SAS l'attendait à son retour de "perm". Il a eu plus de chance parce que le chef fell était son cousin. Il a eu la vie sauve, les autres ont été tués.

Tout cela s'est passé dans une préfecture, après le cessez-le-feu, sans que les autorités françaises en force et responsables de l'ordre interviennent pour sauver ses malheureux.

Les Brèves

Bibliographie

• **Képi Bleu**
de Guy Vincent
Ce livre essentiel, de notre camarade est disponible à l'Association.

• **La Vie d'un Peuple Mort**
de Pierre Sas & Yves Romanetti
Livre sauvé du pilon en 1961. Préface du Général Salan. Vendu par et au profit de l'association.10 euros.

• **Dictionnaire des Français d'AFN**
de René Mayer
à commander chez l'auteur : 2 bis rue de Buzenval 92210 St-Cloud - 20 euros + 5 euros de port

• **Charles, voici ton F.I.S.**
de Philippe Couleuvrier

• **Un Mensonge Français**
de Georges Benhamou
Livre indispensable si l'on veut connaître la vérité sur la guerre d'Algérie.
Éditions Robert Lafont - Paris

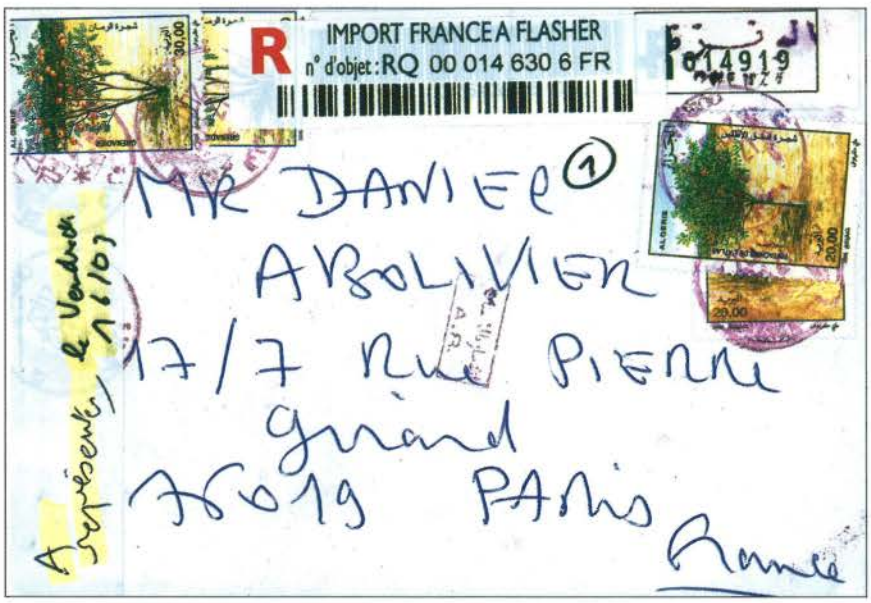
• **Des miages au Djebel**
de Claude Grandjacques (notre camarade)
Disponible à l'association. 25 euros

• **Les ombres du Passé**
de Georges Rémy Renouard
Commande à l'auteur (en indiquant que vous êtes membre des SAS). Le forum - 206 rue de la Paix - 69400 Villefranche s/Saône. 35 Euros port compris.

• **Ma Vérité sur la guerre d'Algérie**
de Roger Soncarrieu
Ancien des Affaires Sahariennes - C.A.S. d'Edjeleh. Muller éditions BP 122 - 92134 Issy-les-Moulineaux Cedex - 24,56 euros

• **Les Ombres du Passé** (roman)
de Georges Rémy Renoard
À la mémoire des braves Tirailleurs Sénégalais Tombés au champ d'honneur pour défendre la France.
Récit de 287 pages plus 10 pages de photos.
Commande à l'auteur : Le forum - 206 rue de la Paix - 69400 Villefranche s/Saône.30 euros + 5 euros de port.
(Si vous indiquez votre appartenance à notre association 5 euros nous seront rendus).

• **DVD : Servir**
dans la Collection "Le Choix des Hommes"
Hélie de Saint Marc.
Documentaire de Georges Mourier



Nous recevons beaucoup de courrier d'Aglérie•
Ces malheureux n'ont droit à rien. Nous répondons tout de même pour qu'ils sachent que tous ne les avons pas oubliés.
Beaucoup sont des veuves.
Un ancien Fell m'a dit : "*les veuves des Harkis sont trop vieilles maintenant pour faire le trottoir... C'est à vous de les aider* !"
Malgré certaines promesses électorales, je doute fort qu'on le fasse !...

Citation de l'Écrivain Kabyle Mouloud Féraoun

"Vive l'Algérie ! Gloire à ceux qui sont morts pour elle. Mais quand l'Algérie vivra et lèvera la tête, je souhaite qu'elle se souvienne de la France et de tout ce qu'elle lui doit !"

(cité par Perville dans l'Algérianiste)

Photo envoyée par un ancien moghazni, resté en Algérie,
de la S.A.S. de Hannencha (Bône-Souk-Ahras.
L'officier de dos est le S-Lt Sengelin, Chef de S.A.S.,
l'officier à droite est le Cdt Jacques Harmel,
Chef de l'Échelon de Liaison des A.A. de Souk-Ahras
dont le hasard veut que nous publions un texte dans le présent bulletin.
L'autre officier doit être le Cdt de l'Échelon de Liaison départemental de Bône.

Le bulletin porte le numéro 27 de la série nouvelle créée en octobre 1994.
Les numéros 7 (mars 97) et 8 (février 98) sont des bulletins "internes" n'appartenant pas à la série des "Bulletins Historiques".

Réalisation : Danielle Gérard - tél. 01 34 62 95 76 - Impression : Pan Express - tél. 01 41 83 52 40
Dépôt légal : à parution